



Genre et politiques urbaines : il est temps !

« GENRE ET POLITIQUES URBAINES : il est temps ! » Le titre de ce numéro des *Cahiers du DSU* indique l'esprit dans lequel cette nouvelle production collective a été conduite. Les personnes du comité de rédaction qui ont suivi ce travail ont été motivées d'emblée par cette démarche. Elle faisait résonance à leur engagement militant de longue date, pour la plupart, sur la question du genre.

Mais il est temps de quoi ? Il est temps de revenir sur les conditions de vie des jeunes filles et des femmes dans les territoires précarisés, certes. D'interroger ensuite la façon dont se jouent les rapports filles-garçons, femmes-hommes, dans ces territoires. Pour cela, nous tentons de « produire de la connaissance » sur l'évolution des politiques, dispositifs et actions publics afin qu'ils prennent en compte durablement la dimension de genre (Françoise Gaspard, Claude Jacquier) pour accompagner les changements à l'œuvre pour des rapports plus égalitaires entre les femmes et les hommes.

L'ÉGALITÉ : DE NOUVEAUX PIÈGES À ÉVITER

Les femmes sont les grandes délaissées des politiques publiques. D'abord parce que tous les indicateurs pointent leur plus grande vulnérabilité face à la précarité, la sous-qualification, l'isolement... Ensuite parce que leurs difficultés et besoins spécifiques sont rarement entendus et considérés en tant que tels. Enfin parce qu'elles sont trop rarement associées à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques « qui font la ville », et qui conditionnent de façon très concrète leur quotidien, sur le plan des transports, de l'accès aux services collectifs, de la garde d'enfants, de l'accès à l'emploi, des horaires de travail...

Rapidement, le comité de rédaction a pointé les pièges qui jalonnent un travail sur l'égalité entre les femmes et les hommes, a fortiori quand il est question des populations des territoires urbains ségrégués. Tout au long des échanges, des écueils sont apparus. Plusieurs articles y reviennent (Sakina Bakha, Christine Guillemaut). Par exemple, à vouloir traiter de la situation des femmes « des quartiers », ne risque-t-on pas d'enfermer celles-ci dans des schémas réducteurs, en les présentant uniquement sous l'angle de leurs difficultés, comme des victimes qu'il convient principalement de soutenir, d'accompagner, de protéger... Au risque de ne pas voir leur énergie et les ressources déployées ? D'autre part, comment ne pas « tomber dans » une ethnicisation des problèmes, qui consisterait à réduire la problématique des inégalités de sexe aux situations des femmes immigrées ? Alors que ces inégalités,

renforcées par des problématiques sociales et culturelles, traversent largement les couches sociales et les frontières spatiales. Comment aborder alors la question culturelle et ses incidences sur les relations entre les femmes et les hommes ? Là encore, il s'agit d'éviter l'écueil du relativisme culturel, qui dicterait, au nom du respect des différentes cultures, l'acceptation des pratiques indignes, mettant à mal les droits personnels, des femmes en particulier. Enfin, il persiste encore une tendance à ramener les femmes à leur seule fonction de mère (les « Mamans » des quartiers), dans une vision « naturaliste » qui les enferme de fait dans des rôles traditionnels. Ce schéma s'inscrit d'ailleurs parfaitement dans une stricte séparation des rôles dans les sphères publique et privée, préjudiciable pour les femmes comme pour les hommes. Ce *Cahier* a donc tenté d'emprunter une voie étroite entre visibilité et assignation, stigmatisation et ethnicisation.

PROMOUVOIR L'ÉMANCIPATION DES FEMMES

Les processus de ségrégation persistent et les inégalités de sexe sont réelles. Celles-ci doivent être reconnues en tant que telles pour mieux-être combattues. Ainsi, la première partie du *Cahier* vient rappeler qu'il est encore et toujours nécessaire de soutenir les « actions positives » en faveur des femmes, qu'elles soient individuelles ou collectives, pour élaborer ensemble les conditions de l'émancipation des femmes. Des expériences s'inscrivant dans cette perspective sont présentées, qu'il s'agisse de faire connaître aux femmes immigrées leurs droits (Odile Houver et « les caravanières venues du sud »), de favoriser l'accès à la formation et l'emploi (Brigitte Duperray), de permettre à des groupes de femmes de sortir de leur environnement immédiat (CIDF et mission locale de Bourg-en-Bresse)... ou encore, de rendre possible des espaces de parole dans lesquels le quotidien des femmes peut se livrer, des solidarités et des solutions collectives se construire (Mireille Grange). Le rôle original que certaines femmes jouent dans la création d'activités économiques solidaires est également abordé (Madeleine Hersent). Le trait commun à ces initiatives est la vigilance face au risque que ces « actions femmes » enferment leurs « bénéficiaires » dans des schémas traditionnels qui les ramènent toujours aux mêmes places de gardienne des valeurs et du foyer ! Aussi, les actions présentées misent toutes sur la responsabilité collective et individuelle, sur la visibilité et sur l'ouverture.

RAPPORTS SOCIAUX DE SEXE

Pour autant, le comité a considéré que le chemin serait incomplet s'il ne traversait la question du genre que du point de vue des femmes. Aussi, **les rapports sociaux de sexe sont mis en lumière plus largement dans ce numéro. À savoir : ce qui fonde et construit les inégalités**, les rapports de domination, le déséquilibre dans la répartition des tâches, les violences parfois, et dans tous les cas, l'assignation de chacun à des rôles et places bien déterminés... Il est donc aussi question des hommes dans la seconde partie du *Cahier*, en particulier des jeunes hommes, pour dire leur difficulté « à être » dans un dialogue égalitaire avec les femmes. « Repli viriliste ou résistance au changement? », la question est posée pour comprendre les agissements de certains garçons. Si des logiques d'enfermement peuvent éclairer certains comportements, il ne s'agit aucunement de les excuser. (Horia Kebabza, Sylvia Faure).

Sortir des stéréotypes de sexe, chercher à les déconstruire représente un levier d'action indispensable. Aller à l'encontre de la séparation des sexes et envisager la mixité comme lieu possible de dépassement des conflits est une voie à encourager (Malika Haddad). Le comité de rédaction a partagé cette conviction dès le départ. Pourtant, l'occupation des espaces publics, l'accès à la citoyenneté et aux décisions restent des enjeux forts et des terrains à conquérir (Christine Bulot). Car il s'agit bien de répartir autrement les ressources et le pouvoir, ce qui invite à questionner et bousculer les rôles et positionnements des hommes (Marie-Odile Novelli).

POLITIQUES PUBLIQUES TERRITORIALES ET GENRE : VOLONTARISME, MÉTHODES, RESSOURCES

La dernière partie du *Cahier* porte sur la **nécessaire re-construction des politiques publiques locales, au regard du genre**. L'enjeu est de « penser autrement » la ville. Si l'on peut se réjouir du fait que l'égalité entre les femmes et les hommes prenne une place croissante dans les débats publics, il reste qu'au-delà des discours ambiants, l'approche de genre refonde en partie la mise en œuvre des politiques urbaines locales. En commençant par prendre en considération les regards et les besoins différenciés des deux sexes, car les hommes et les femmes ne pratiquent pas la ville ou le quartier de la même façon et n'expriment pas de la même manière leurs aspirations (Christine Guillemaut, Fatima El Missaoui, Camille Méllé). L'approche par le genre propose ensuite de réinstaurer un dialogue entre les femmes et les hommes. Elle promeut enfin un partage des ressources et des moyens.

Voilà l'invitation faite aux acteurs des territoires, qui disent eux-mêmes leur manque de repères et d'outillage sur ces questions. C'est pourquoi des exemples de diagnostics et des éléments méthodologiques sont présentés, ainsi que des expériences locales significatives. Des élus témoignent du nécessaire volontarisme sur ces questions, tant l'égalité des sexes fait encore débat (Brigitte Périllé, Hélène Geoffroy, Marie-Odile Novelli...). Force est de constater que ce sont des femmes! Certains territoires posent les bases d'une démarche transversale visant à promouvoir cette égalité des sexes : nous sommes sur le terrain de l'expérimentation et les démarches, même les plus anciennes, sont toutes en construction (Guillaume Tournaire, Carcassonne, Montréal). Cette approche ouvre un large spectre car elle suppose d'interroger tous les champs de la vie locale : les aménagements urbains, l'économie locale, l'offre de services et d'équipements, les transports, l'articulation des temps de vie... Des points de repère, des ressources, des méthodes, le partage d'expériences sont indispensables pour construire collectivement cette nouvelle approche. Ce champ d'action se structure peu à peu en Rhône-Alpes : les structures ressources pouvant être directement utiles aux acteurs locaux sont présentés (Isabelle Vernay, Marie-France Motte, Muriel Carayon). Lieux de réflexion collective, ils sont tous porteurs d'un projet particulier. Le comité a tenu à leur donner ici une place de choix pour évoquer leur évolution, leur professionnalisation et aussi, bien souvent... leur fragilité, car **l'égalité entre les femmes et les hommes est un thème qui demande en permanence à être relégitimé**. Si les résistances aux changements sont fortes, des acteurs s'organisent peu à peu. C'est donc d'abord et avant tout « **une invitation à agir** » pour le plus grand profit des femmes et des hommes, et partant de la cité toute entière, que ce numéro souhaite porter. ■

Isabelle CHENEVEZ